

Manifeste pour le Zimbabwe

Dix ans de sanctions économiques, ça suffit !

Plus de 3 000 morts et près de 70 000 malades du choléra au Zimbabwe, avec des risques de propagation de l'épidémie aux pays voisins, n'ont donc pas suffi à mettre un terme aux sanctions économiques que la Grande-Bretagne et ses alliés infligent à ce pays depuis la fin de la décennie 90. C'est ainsi que le Conseil européen, à l'issue de sa session du 26 janvier 2009, a décidé de "proroger d'une année la position commune concernant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe". D'une extrême gravité, une telle décision ne peut qu'exacerber une situation déjà caractérisée par un taux de chômage (94%) et d'inflation qui sont les plus élevés au monde, la pénurie alimentaire dont souffrent près de 7 millions de personnes, la déscolarisation des enfants ainsi que la fuite des bras et des cerveaux dont de nombreux enseignants et membres du personnel soignant.

L'unique tort du peuple zimbabwéen, ainsi privé de travail, de revenu, d'eau potable, de soins de santé et de nourriture – condamné, en somme, à une véritable descente aux enfers - est d'être dirigé par Robert Mugabe dont l'éviction a été exigée pendant de longues semaines de campagne de déstabilisation et de diabolisation. L'ancienne puissance coloniale, les adversaires politiques du Président zimbabwéen ainsi que des ONG et les médias dominants l'accusent d'avoir ruiné son pays, de violer les droits de ses concitoyens et de se maintenir au pouvoir par la répression des opposants et la fraude électorale. A défaut de sa démission, le partage du pouvoir avec son principal rival, Morgan Tsvangirai, vient d'être conclu après quatre mois de négociations au cours desquelles le Président du Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC) exigeait, en plus du poste de Premier ministre, le contrôle de postes ministériels stratégiques.

Il est heureux que la réunion du 30 janvier 2009 des pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ait débouché sur ce dénouement pacifique qui vient de se traduire par la constitution d'un gouvernement d'union nationale avec Morgan Tsvangirai comme Premier ministre. Espérons que le Président Robert Mugabe et la Zanu-PF seront à hauteur d'attente pour que cette crise soit un triste souvenir !

Mais, ce pas important n'est que l'amorce d'un processus de normalisation qui, pour mettre fin au martyre du peuple zimbabwéen, exige la levée immédiate et sans autres conditions des sanctions économiques qui ont largement contribué à plonger l'ancienne Rhodésie du Sud dans une situation aussi calamiteuse. Cette lecture du drame zimbabwéen sous l'angle des mesures punitives qui affament, appauvrissent et tuent des innocents n'exonère en rien le Président zimbabwéen et son parti pour les erreurs qu'ils ont pu commettre. Il s'agit de donner une chance à la paix en mettant en lumière des faits déterminants mais délibérément occultés.

Il faut remonter aux Accords de Lancaster House qui, en 1979, ont mis fin à quatorze années de lutte féroce pour la libération de l'ancienne Rhodésie du Sud des griffes du raciste Ian Smith. Ils ont été signés dans un contexte où quelques 6000 fermiers blancs possédaient plus de 15,5 millions d'hectares sur les terres les plus fertiles du pays. Pendant ce temps près de 4,5 millions de Noirs subsistaient péniblement sur les "terres communales" souvent arides où les colons les avaient confinés un siècle durant. Le consentement entre l'acheteur et le vendeur est l'un des principaux aspects du dispositif qui devait changer cette situation. Dix ans plus tard, elle n'avait pas évolué de manière palpable parce que les fermiers blancs avaient renchéri les prix et ne cédaient que les terres les moins fertiles.

En 1997, le gouvernement de Tony Blair signifia à Harare qu'il ne pouvait plus contribuer financièrement au transfert des terres aux Noirs, comme convenu, en dédommageant des fermiers britanniques qui devaient être expropriés. Le Président zimbabwéen a alors décidé de confisquer, sans compensation, les terres de ces derniers qui ont dès lors promis de faire sa perte. Les sanctions économiques constituent la machine de guerre financière, économique, sociale et politique qui a été déployée en guise de punition par la Grande Bretagne et ses alliés plus particulièrement les USA. Jugeons-en :

En décembre 2001, le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a voté le « Zimbabwe Democracy and Economic Recovery Act » ou loi sur la relance économique et la démocratie au Zimbabwe. Elle comporte entre autres l'opposition des Etats-Unis d'Amérique à tout prêt au Zimbabwe et à l'annulation de sa dette auprès des institutions internationales de financement. Cette loi a largement contribué à plonger le Zimbabwe dans la récession économique et dans une inflation de plus en plus vertigineuse.

En 2002, l'administration Bush a également mis en place un programme dénommé « Gouvernance et démocratie » doté de 6 millions de dollars destinés à soutenir les opposants (MDC, syndicats, groupes religieux, ONG, médias « indépendants », etc.).

Au plus fort de la campagne de redistribution des terres, les Etats-Unis s'opposèrent à l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM) aux Zimbabwéens.

En 2004, l'administration Bush s'opposa également à l'appui du Fonds Mondial contre le Sida aux malades du Zimbabwe.

A partir de 2002, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne poussèrent l'Union européenne à prendre des sanctions contre le Zimbabwe, en violation de l'article 98 de l'Accord de Cotonou signé en 2000 entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique).

Tous les fonds consentis par différents pays occidentaux à l'éducation, à la santé et à l'assainissement furent suspendus.

Il suffit d'ajouter à ces sanctions les conséquences classiques et désastreuses des programmes d'ajustement (PAS) du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (libéralisation, privatisations, bas salaires, détérioration des conditions de vie...) et le cycle plus rapproché des sécheresses pour réaliser les causes profondes de l'enlisement du Zimbabwe. Les autres pays africains n'échappent au même sort que parce qu'ils vivent sous perfusion, alimentés par les financements extérieurs dont ce pays est privé.

Les sanctions infligées au Zimbabwe sont d'autant plus injustifiables qu'elles émanent d'Etats et d'institutions non transparents et non démocratiques dans leurs pratiques en Afrique si nous considérons les règles du commerce mondial, les termes des accords de partenariat économique (APE) ou de réadmission des migrants africains. Ils sont illégitimes parce que non représentatifs des peuples africains dont ils bafouent les droits économiques mais savent instrumentaliser dans la défense de leurs propres intérêts.

Antidémocratiques et meurtrières, les sanctions économiques relèvent par ailleurs de la corruption politique et financière dans la mesure où en sanctionnant les dirigeants qu'ils jugent indésirables, les grandes puissances dissuadent ceux d'entre eux qui seraient tentés de s'écarter de ce que qu'elles considèrent comme le droit chemin.

Galvaudés, instrumentalisés et décrédibilisés, sont la démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance, à partir du moment où les puissants qui prétendent en être les garants, les bafouent quand ils ne les transforment pas en redoutables instruments de pression, de domination et de chantage au financement.

Aussi, est-il grand temps de privilégier dans le débat sur le présent et l'avenir de l'Etat postcolonial en Afrique, la question centrale mais souvent occultée du contrôle des richesses et de l'initiative du changement dont la réforme agraire. En plus de la personnalisation à outrance du débat politique, le pays de Robert Mugabe est, sur ce plan aussi, un cas d'école à méditer à l'heure de la ruée des multinationales de tous horizons vers les terres fertiles du continent et du grand bradage au nom de la croissance et du marché-roi.

Alors que le diagnostic de la situation est biaisé et les sanctions économiques meurtrières pour les populations des voix incitent le nouveau Président américain, Barack Obama, à les poursuivre, à son tour. Son « Yes we can », faut-il le rappeler exige un changement radical de regard, de discours et de pratiques en matière de politique américaine en Afrique. Il est de la plus grande importance qu'il joue sur le continent noir comme au Proche-Orient la carte de l'écoute et de la main tendue au lieu de la poursuite de sanctions qui d'une manière ou d'une autre ne sont que violence contre des peuples démunis, désespérés et désinformés.

Il s'agit plus concrètement d'en finir avec la thèse de l'axe du Bien et du Mal de George W. Bush qui a valu au monde l'agression et l'occupation de l'Irak de Saddam Hussein, les attaques barbares et répétées d'Israël contre le peuple palestinien, illustrées par le dernier déluge de feu sur la bande de Gaza. En Afrique, elle passe d'une certaine manière par le Zimbabwe. La mise en lumière des enjeux mondiaux économiques, sociaux, financiers et environnementaux de telle sorte que les Zimbabwéens et les Africains, d'une manière générale, s'engagent dans le jeu démocratique sur des bases autres que l'alternance pour l'alternance et la course aux postes stratégiques est le véritable défi qui devrait interpeller les dirigeants africains, les institutions sous régionales, l'UA et les véritables alliés du continent.

Nous rappelons qu'il est périlleux pour l'Afrique de suivre les conseils des maîtres du monde aujourd'hui embourbés dans une profonde crise, signe de l'échec de leur idéal de société que la moralisation de la sphère financière ne suffit pas à crédibiliser. Quant à la légitimité du pouvoir politique en Afrique, il convient de souligner qu'au-delà des élections qui sont nécessaires, elle réside aussi et surtout dans la volonté et la capacité des dirigeants élus à négocier et à gérer les richesses du continent dans le sens des intérêts de ceux et celles qui les ont mandatés.

Aussi, l'accalmie qui vient d'être obtenue par la SADC doit-elle être érigée en paix véritable pour les Zimbabwéens et pour l'Afrique tout entière en opportunité de jeter un autre éclairage sur les crises, son image habituellement malmenée ayant été considérablement ternie par l'hypocrisie et les mensonges qui prévalent dans l'analyse de la situation de ce pays.

Les intellectuels et les autres acteurs de la société civile critique ainsi que les politiques africains et non africains qui estiment que le continent noir n'est pas une planète à part mais bel et bien le berceau de l'Humanité et partie prenante du capitalisme fou et destructeur doivent contribuer à en déceler et à en démonter les rouages.

Pour donner une chance à une paix véritable et durable au Zimbabwe, nous joignons nos voix à celles des Zimbabwéens qui n'ont que trop souffert, de la SADC et de l'UA et rappelons à la Grande Bretagne, aux USA et à l'UE le coût social et humain exorbitant des mesures punitives infligées à ce pays.

- Nous déclarons que l'eau potable, la nourriture et les médicaments doivent cesser d'être des armes de guerre.
- Nous demandons la levée immédiate du blocus qui prive des millions de Zimbabwéens de ces biens indispensables à une existence humaine digne de ce nom.

- Nous considérons qu'il est profondément injuste et irresponsable de suspendre des vies humaines à un accord de partage du pouvoir politique au sommet.

Oui, nous le pouvons ! Il suffit de ne plus confondre les intérêts britanniques, américains et européens avec les droits des peuples zimbabwéen et africains à la terre, la nourriture, l'eau potable, la santé, l'éducation, l'emploi et le revenu.

Nous sommes tous Zimbabwéens !

Bamako, le 11 février 2009